

LA VOIE CHINOISE ET L'AVENIR DES CAPITALISMES

Robert Boyer (Institut des Amériques)

Proposition d'article pour Le Monde.

1. Adieu à « la fin de l'histoire »

Avec l'effondrement de l'Union Soviétique, nombre d'intellectuels avaient anticipé une fin de l'histoire : marché et démocratie allaient remplacer le Gosplan et la domination du Parti Communiste. Depuis 1989, les régimes démocratiques se sont diffusés sur la plupart des continents et la logique du marché semble dominer les choix politiques que, dans le passé, mettaient en œuvre les gouvernements. Les années 2010 marquent cependant un infléchissement car se multiplient les régimes autoritaires qui n'ont plus que de lointaines similitudes avec l'idéal de la démocratie. Simultanément, dans l'ordre économique, un nombre croissant de gouvernements revendiquent une reprise de contrôle du processus d'internationalisation.

La trajectoire russe témoigne de l'échec du processus de démocratisation comme préliminaire à la modernisation économique et la trajectoire chinoise invalide le pronostic qui ferait de la démocratie le régime politique nécessaire à la performance économique. On trouve, même en Chine, une justification d'un pouvoir centralisé : les défis seraient si nombreux et l'urgence telle que les délibérations propres à la démocratie ne permettraient pas d'y répondre. La multiplicité des investissements chinois à l'étranger actualise la possibilité d'une alternative au Consensus de Washington. Il est donc devenu essentiel de cerner les ressorts mais aussi les faiblesses qui soutiennent le dynamisme de la Chine.

2. Les trois spécificités de la trajectoire chinoise

La Chine porte à son apogée la tension entre une théorie réputée générale et une approche dite culturaliste qui insiste sur ses particularités. En premier lieu la taille du territoire et de la population désigne une économie-continent, soumise à deux forces contradictoires : d'un côté, la possibilité d'une division du travail à l'échelle d'un continent, de l'autre la difficulté à organiser l'hétérogénéité des modes de gouvernement et de développement. En ce sens, la Chine est à comparer avec les Etats-Unis et l'Inde. En second lieu, c'est un parti-état qui articule les divers niveaux de gouvernement et assure la compatibilité de dynamiques économiques potentiellement divergentes. Le parti communiste est donc très différent de son équivalent soviétique car il assure une grande perméabilité entre milieu politique, entrepreneurs privés ou publics et experts. Ce diagnostic n'est pas seulement celui d'observateurs extérieurs mais c'est aussi celui d'entrepreneurs chinois qui soulignent combien il est essentiel d'être à la fois adoubé par le parti communiste et gestionnaire compétent, fusse au prix de moindres performances économiques.

Une troisième particularité concerne l'insertion internationale de la Chine, beaucoup plus ouverte sur l'exportation et les investissements directs que les autres économies-continentales. L'acceptation du capital étranger a pour condition la diffusion des technologies les plus modernes, dans un contexte où de bas salaires assurent que nombre de prix industriels se forment en fait à partir des entreprises chinoises. La théorie traditionnelle du commerce international doit être ajustée en conséquence. Enfin, le contraste avec la grande transformation de l'économie russe est frappant puisqu'un flux continu de réformes, d'abord expérimentales qui se diffusent en cas de succès, est parvenu à transformer radicalement les structures de l'économie chinoise.

3. Un défi adressé aux théories économiques

Depuis deux décennies au moins, comprendre la surprenante évolution de la Chine constitue un défi adressé à la plupart des théories et des paradigmes. Toutes et tous s'y sont essayés mais jusqu'à présent aucune analyse ne fait consensus. Pour les tenants d'analyse en termes de concurrence, c'est la libération des forces du marché qui a permis la rapidité de la croissance et la considérable réduction de la pauvreté. Pour celles des théories qui insistent sur le rôle des coordinations collectives et de l'Etat, c'est l'équivalent d'une planification originale qui explique les succès économiques chinois. Pour leur part, les théories de la croissance et du développement pointent le rôle du rattrapage technologique comme facteur explicatif majeur d'un taux de croissance aussi soutenue, alors qu'un courant d'analyse Schumpétérien s'interroge sur les possibilités d'un système national d'innovation qui se situerait à la frontière mondiale. Les chercheurs en socio-économie développent une interprétation encore différente : ce serait la variété et la puissance des réseaux liant l'économie et le politique qui distingueraient la Chine de l'Union soviétique devenue Russie. Enfin, il ne faut pas oublier les analyses d'économie politique qui mettent en avant l'originalité de l'intervention du pouvoir politique dans l'économie.

4. La surprenante synergie entre le politique et l'économique

La Chine a inventé un moyen d'aligner, au moins partiellement, les intérêts de la classe politique avec ceux des entrepreneurs au niveau local puis national. Les autorités locales sont fortement encouragées à faciliter l'émergence des entrepreneurs, source de création de richesse et par conséquent d'une base d'imposition plus importante qui à terme augmente les ressources disponibles pour les dépenses publiques. L'hypothèse du *corporatisme local* considère que la coopération entre la classe politique et les entrepreneurs est le résultat logique de la complémentarité de leurs objectifs respectifs : d'un côté récolter le maximum d'impôts, de l'autre améliorer l'avantage concurrentiel de chaque localité par le biais du dynamisme économique. Toutefois, la lutte entre toutes les localités ainsi mises en concurrence ne tourne ni au chaos ni au conflit permanent, grâce à la contribution d'un important réseau entre les entreprises et le gouvernement que ce soit l'œuvre du Parti Communiste ou d'une myriade de Guanxi.

En effet pour parvenir à un modèle cohérent, le rôle du Parti Communiste est déterminant: ses membres ont beaucoup contribué à la création d'un groupe d'entrepreneurs, piliers du processus de réformes et de la croissance économique. Ainsi, à l'échelle nationale, l'étendue et les ramifications multiples expliquent la complexité du fonctionnement de l'État-parti qui permet des échanges continus entre les sphères économiques et politiques. Comment une architecture si complexe peut-elle rester cohérente ? Jusqu'au milieu des années 2000 le régime de croissance de la Chine était bâti sur la base d'un compromis implicite : « un niveau de vie plus élevé en échange du monopole politique du Parti Communiste ».

Ainsi, l'économie chinoise ne repose pas sur un capitalisme typique dont le seul moteur est la recherche du profit par les entrepreneurs privés ; les élites détiennent à la fois le pouvoir politique et la capacité d'allocation et de contrôle des ressources économiques. Ainsi, le critère premier n'est pas celui du bien-être des consommateurs selon une variante consumériste du capitalisme. Ce n'est pas non plus d'augmenter la valeur pour les actionnaires ; il s'agit en fait d'une combinaison entre objectifs politiques et économiques. Le taux de croissance devient l'objectif des investissements ou la croissance de la production elle-même.

5. Ne pas sous-estimer les tensions et les déséquilibres de ce modèle

En effet, il est un signe annonciateur d'une prochaine entrée en crise d'un modèle national supposé devenir la référence mondiale tant ses performances apparaissent exceptionnelles : des experts étrangers se convertissent en des propagandistes de ce modèle au moment même où apparaissent les indices de ses limites. Or les signes d'entrée dans une nouvelle phase de la croissance chinoise sont nombreux.

L'insertion de la Chine dans les chaînes globales de valeur semble avoir atteint son apogée dès le milieu des années 2000, avant même la grande crise mondiale de 2008. Du fait de la croissance des salaires, la production de biens intensifs en travail a migré vers d'autres pays, favorisant un approfondissement de la division du travail au sein de l'Asie. Depuis le milieu de la décennie 2010, l'investissement à l'étranger de la Chine a fortement crû et atteint les mêmes niveaux que les flux entrants. La poursuite d'une croissance tirée par les exportations s'avère problématique puisque ce sont les investissements directs à l'étranger qui contribuent à résorber les surcapacités domestiques en matière d'industries de base, de construction et d'infrastructure.

Le second, et probablement le plus puissant des moteurs de la croissance chinoise, est entré dans une zone de rendements décroissants : il faut investir de plus en plus pour soutenir le même niveau de croissance, de sorte que le régime bute sur les rendements décroissants de l'accumulation du capital. Ce mouvement n'est pas étranger à l'excès d'investissement en infrastructure par lequel les autorités locales ont répondu au ralentissement de la croissance. Favorables à court terme, ces mesures s'avèrent aggraver la faiblesse structurelle du régime de croissance chinois, à savoir la persistance à moyen terme de surcapacités dans les secteurs de base.

Dans le passé le crédit bancaire a contribué à la dynamique de l'investissement des entreprises d'Etat et des infrastructures au niveau des collectivités locales. Depuis 2009, la contribution des crédits à la croissance est devenue plus problématique car la plasticité de l'offre de crédit a été bien supérieure à l'élasticité de la production. L'incapacité qu'ont les acteurs privés à obtenir un crédit des quatre banques nationales a précipité l'envol de systèmes bancaires parallèles dont le contrôle est a priori plus difficile et l'appréciation du risque malaisée. Ainsi le crédit contribue moins à la dynamique économique qu'il ne permet de reporter dans le temps la résolution des tensions d'un régime socioéconomique qui atteint ses limites, sans qu'il contribue à l'émergence d'un nouveau.

Parallèlement, une libéralisation du marché boursier et la tentative d'adoption d'un régime de change plus sensible aux mécanismes de marché débouchent sur deux crises à travers lesquelles les autorités prennent conscience de la difficulté que rencontrent les régulateurs financiers lorsqu'ils entendent donner une plus grande place aux arbitrages privés. Par ailleurs une liquidité en quête de placement a tendance à se reporter sur l'immobilier qui, de vecteur du financement des entités locales, se transforme en l'un des rares actifs spéculatif accessible aux individus. Le système

financier est devenu dysfonctionnel par rapport aux exigences d'une allocation plus efficace du capital.

Depuis le milieu des années 2000, le gouvernement de Pékin a pris conscience des limites d'une croissance tirée par les exportations et l'investissement et élaboré une stratégie visant à la rééquilibrer en faveur de la consommation et des besoins domestiques. Les salaires minima ont considérablement augmenté mais leur progression s'est heurtée au fait que les autorités locales n'entendent pas compromettre la compétitivité des entreprises. Par ailleurs l'interdiction d'une représentation autonome et directe des salariés rend problématique l'instauration de procédures assurant la coordination au niveau national des augmentations de salaires. Enfin, les efforts en vue de jeter les bases d'une couverture sociale, pour l'instant assez minimaliste, n'impliquent pas une redistribution du revenu suffisamment significative pour permettre le passage à un régime dans lequel la demande serait positivement liée au revenu salarial. La stratégie de Pékin est donc claire, mais les moyens de la mettre en œuvre sont moins évidents et un tel changement de modèle économique prend du temps.

6. Convertir les contraintes environnementales en un régime socio-économique soutenable ?

Tout comme la révolution industrielle anglaise avait abouti à d'insoutenables niveaux de pollution urbaine et à la destruction des forêts, les mégapoles chinoises butent aujourd'hui sur des situations parfois dramatiques tant l'air est devenu irrespirable, la sécurité alimentaire compromise, tandis que l'épuisement des sols agricoles menace. S'il est exact que l'innovation naît de crises majeures et de problèmes réputés insolubles dans le paradigme en vigueur, la Chine devrait être une des économies les plus actives dans l'émergence d'une croissance soutenable en termes d'environnement. Une part significative des efforts de recherche porte en effet sur les énergies renouvelables et ils se traduisent déjà par les fortes positions concurrentielles des firmes chinoises dans les secteurs correspondants. Une originalité du système d'innovation chinois est précisément de répondre aux priorités retenues par les autorités publiques et d'anticiper sur de possibles ruptures technologiques qui permettraient au pays de se situer aux avant-postes de la recherche scientifique et technique. La seconde révolution automobile, celle du véhicule électrique, aura-t-elle lieu en Chine ?

7. La Chine et la compétition des modèles

Ainsi les Etats-Unis ne sont plus la référence incontestée dans l'organisation des sociétés contemporaines. Après l'effondrement de l'Union Soviétique, vint le temps du Japon et aujourd'hui la Chine est perçue comme représentant une alternative, au point de susciter l'idée d'un consensus de Pékin. Développement accéléré et succès économique, doutes sur les vertus de la démocratie, montée en régime d'une puissance scientifique sont autant d'atouts aux yeux de divers gouvernements tentés par la verticalité du pouvoir politique. En fait, ce « modèle » repose sur la puissance d'une économie continentale, le rôle d'un parti-Etat et l'inscription dans une longue tradition d'exercice du pouvoir, autant de caractéristiques qui hypothèquent sa diffusion. La faiblesse des autres nations nourrit son expansion internationale mais aussi les sources de dépendance, peu favorable au développement. Enfin nombre de tensions et déséquilibres traversent la société chinoise au point de susciter la recherche d'un autre régime socio-économique. Dès lors la leçon chinoise est sans doute que chaque société doit inscrire sa stratégie dans l'histoire longue et que tout modèle finit par rencontrer ses limites.

Pour en savoir plus lire

- « Lectures institutionnalistes de la Chine », *Revue de la régulation*, n° 21, Sous la direction de Robert Boyer et Sébastien Lechevalier, 2017, <https://journals.openedition.org/regulation/12228>.
- *Capitalismes asiatiques : Diversité et transformations*, Robert Boyer, Hiroyasu Uemura et Akinori Isogai (Dir), Presses Universitaires de Rennes, Collection Economie et société, 2015.
- Web : <http://robertboyer.org>